

L'hôpital public ou PSPH (participant au service public hospitalier) a dispensé à des générations de français un accès et une qualité de soins reconnus mondialement. Cela a été possible grâce au système de protection sociale basée sur la solidarité : La Sécurité Sociale . Aujourd'hui, la casse de la Sécu entraîne celle des hôpitaux.

ALERTE AUX USAGERS DISPARITION DE L'HÔPITAL

La Sécu, c'est à nous !

Après guerre, la France a opté pour une protection sociale basée sur la solidarité des salariés. La Sécurité Sociale est née et a permis de subvenir aux besoins de santé et de protection sociale de tout français de la naissance à la mort.

Chacun cotise en fonction de son salaire et reçoit en fonction de ses besoins de santé.

Son financement. Il est issu d'un salaire socialisé composé d'une part salariale et d'une part patronale. Le déficit, tant décrié et si arrangeant pour les réformes, n'est dû principalement qu'aux cadeaux des gouvernements successifs sur la part patronale (y compris celles de l'Etat) et la diminution de la part salariale dû au chômage. Plus que de ses dépenses, la Sécu souffre de ses recettes.

Le gouvernement a entrepris de la détruire en détériorant les droits de tous (déremboursement des médicaments, franchises, médecin référent...) Contrairement au discours sur la maîtrise des dépenses de santé, la finalité est bien de transférer ces dépenses sur l'individu via l'assurantiel privé (banques, mutuelles...). D'ailleurs, on observe l'émergence de grands trusts de santé privés (générale de santé...), la florissante santé des grands laboratoires pharmaceutiques et l'offensive de l'assurantiel privé. La volonté de libéraliser le secteur public de la santé, comme cela est le cas pour tous les autres secteurs publics (postes, sncf, éducation...) est dans le droit fil libéral défendu par Sarkozy.

L'hôpital public, c'est à nous !

Grace à la Sécu, le pays a pu aussi se doter d'un réseau d'hôpitaux au plus proche de la population, procurant à tous un accès aux soins de qualité et de proximité, reconnu et envié mondialement.

Depuis 1990, les gouvernements n'ont cessé de réformer l'Hôpital public. Cela s'est traduit par la fermeture de services de proximité (maternité, urgences, chirurgie...) et de 100 000 lits en moins depuis 1992. Les conditions de travail des hospitaliers ne cessent de se dégrader et avec elles, la qualité des soins. Comme à la Poste, les files d'attente grandissent dans les Urgences, la patience est de rigueur pour les Consultations (sauf privées). Les soins et les toilettes ressemblent de plus en plus à un travail à la chaîne. Les aides soignantes sont des machines à laver, les infirmières des piqueuses, etc

Au bout de la chaîne le malade qui n'a pas le choix, trinque !

Avec le gouvernement Sarkozy, la réforme s'accélère brutalement, l'hôpital se doit d'être rentable, quel qu'en soit le prix pour son personnel et les usagers.

Les prochaines lois PLFSSS (Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale) et HPST (loi Hôpital, Patients, Santé, Territoire) vont entraîner des restructurations importantes : nouvelles fermetures d'hôpitaux de proximité, apparition de déserts sanitaires où la population n'aura que le choix du libéral et des dépassements d'honoraires. **C'est de loin, remettre en cause l'accès aux soins à toutes et tous, partout.**

Seule, la mobilisation commune de la population et des professionnels pourra faire reculer ce projet de casse de l'hôpital.

Des collectifs de défense des hôpitaux, que SUD soutient, proposeront des actions fin octobre et courant novembre. Nous vous invitons à les soutenir ! Il est temps de nous réapproprier notre Santé et notre Protection Sociale.



Fédération Sud Santé-
Sociaux
"Solidaires - Unitaires -
Démocratiques"
70, rue Philippe de Girard
75018 PARIS
Tel : 01 40 33 85 00
Fax : 01 43 49 28 67
Site internet :
www.sud-sante.org

Paris, le 09 Octobre 2008

